

L'Observatoire des Usages & représentations des territoires

**Qualité de vie & Transition
écologique**

5^{ème} édition

Mars 2025

L'Observatoire des usages et représentations des territoires a été créé en 2017 afin d'explorer en profondeur **les comportements et les représentations des Français face aux impacts du changement climatique sur leur territoire et leur qualité de vie**, et à mieux comprendre les attentes et besoins selon les profils. Plus largement, il permet de saisir les mutations en cours dans le rapport au(x) territoire(s), en cartographiant les imaginaires et les modes de vie associés à la transition écologique.

Pour sa 5^{ème} vague, nous avons souhaité explorer une dimension nouvelle : **la santé peut-elle constituer un levier d'adhésion aux politiques environnementales, et si oui, comment ?** Les résultats documentent une bascule majeure dans le rapport des Français au changement climatique et à leur territoire. Le changement climatique n'est plus un enjeu lointain : il est devenu un facteur concret de bien-être, de vulnérabilité sociale et de ségrégation territoriale. Il reconfigure la vie quotidienne, la santé et les inégalités en France. **La question n'est plus « faut-il agir pour le climat ? » mais « qui pourra vivre où, et dans quelles conditions ? ».**

C'est à cette question que répond la présente synthèse, en trois temps : le constat d'une **bascule** dans le vécu quotidien des Français ; la cartographie des **fractures** sociales et territoriales que le changement climatique creuse ; et les voies d'action que les Français sont **prêts à emprunter** — à condition qu'elles soient justes, efficaces et concrètes.

Méthodologie

Les données présentées dans cette 5^{ème} édition de l'Observatoire des usages et représentations des territoires s'appuient sur une enquête auprès d'un échantillon de 4000 personnes représentatif de la population de France métropolitaine âgée de 18 à 75 ans. L'enquête a été réalisée en ligne par L'ObSoCo sur le panel Bilendi du 31 octobre au 14 novembre 2025. La représentativité de l'échantillon a été établie suivant la méthode des quotas selon les critères suivants : âge, sexe, région et taille de l'agglomération de résidence, catégorie socioprofessionnelle et niveau de diplôme.

L'intervalle de confiance

Chaque chiffre produit lors d'une enquête est soumis à un intervalle de confiance, une « marge d'erreur » potentielle lorsque l'on souhaite extrapoler le résultat de l'enquête à l'ensemble de la population étudiée. Pour un résultat de 2% mesuré sur auprès d'un échantillon de 4000 personnes, l'intervalle de confiance est de 0,4 points. Cela signifie que le résultat « réel » au sein de la population étudiée est compris entre 1,6% et 2,4%. Pour le même échantillon, quand on obtient un résultat de 50%, l'intervalle de confiance est de 1,5 points – soit un résultat « réel » compris entre 48,5% et 51,5%.

Résultats %	2	3	5	6	8	10	13	15	20	25	28	30	35	40	45	50
Intervalle de confiance	0.4	0.5	0.7	0.8	0.9	1.0	1.1	1.2	1.3	1.4	1.4	1.5	1.5	1.5	1.5	1.5
Résultats %	98	97	95	94	92	90	87	85	80	75	72	70	65	60	55	50

Sommaire

La Bascule : le climat est entré dans le quotidien des Français.....	4
Une préoccupation massive autour des questions environnementales, ancrée dans l'expérience.....	4
Une préoccupation ici et maintenant.....	5
Climat et santé : le lien est désormais clairement établi	5
Les fractures : de fortes inégalités face au risque climatique	6
Un cadre de vie déjà sous tension	6
Le logement : refuge face au changement climatique...ou piège ?.....	7
La double peine des plus modestes.....	8
Un territoire perçu comme mal préparé.....	9
L'ouverture : une société bien moins bloquée qu'on ne le dit.....	10
Une large disposition au changement.....	10
L'acceptabilité des mesures en faveur du climat	11
Les conditions de l'adhésion : équité, efficacité et preuve	12
Six portraits de Français face au climat.....	13
De la question climatique à la question territoriale	15

La Bascule : le climat est entré dans le quotidien des Français

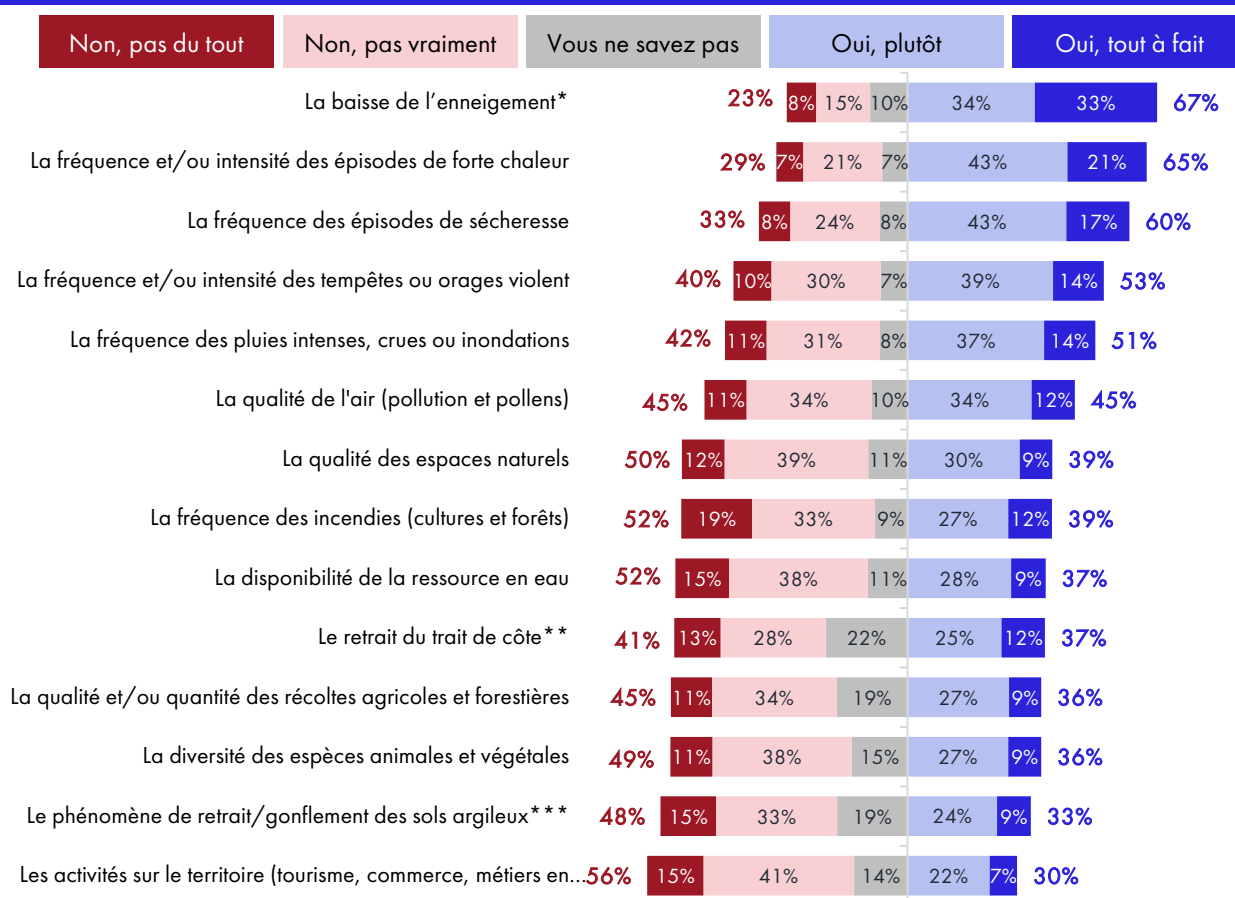
Une préoccupation massive autour des questions environnementales, ancrée dans l'expérience

Avec **83 %** des Français préoccupés par la situation environnementale (dont 42 % qui jugent la situation « alarmante » et 26 % « très préoccupante »), le consensus est massif. Seuls 4 % de la population considère que les propos alarmistes sur l'écologie sont faux. Ce socle de préoccupation s'accompagne d'une **critique répandue du modèle de développement actuel** : 56 % estiment que l'Homme doit s'interdire d'exploiter la nature, 44 % pensent que les sociétés occidentales ont atteint les limites du développement économique, et une majorité (52 %) rejette l'idée que consommer davantage rend plus heureux.

Mais surtout, ces préoccupations s'ancrent dans un vécu auquel plus personne n'échappe. **84 % des Français ont déjà constaté au moins un effet du changement climatique là où ils vivent**, avec en moyenne 5,4 changements observés sur la quinzaine d'items proposés dans l'enquête. En tête des phénomènes signalés : la baisse de l'enneigement pour ceux qui habitent en montagne (67 %), l'intensification des épisodes de forte chaleur (65 %), la fréquence accrue des sécheresses (60 %), la violence des tempêtes (53 %), les pluies intenses, crues ou inondations (51 %), la dégradation de la qualité de l'air (45 %), et pour les habitants du littoral, le recul du trait de côte (37 %).

Avez-vous observé des changements, là où vous vivez, concernant...

Base totale, n = 4000



* : pour ceux vivant en montagne ; ** : pour ceux vivant en bord de mer ; *** : proposition suivie d'une parenthèse : rétractation ou gonflement des sols suite à une modification de leur teneur en eau provoquant notamment d'importantes fissures sur bâtiments

Source : L'ObSoCo / ADEME, Grand Paris Aménagement, RTE – Observatoire des usages et représentations des territoires, vague 5 - 2025

Ces constats ne sont pas uniformes sur le territoire. L'Occitanie (6,2 changements en moyenne, 85 % de la population concernée), PACA (6,1) et Auvergne-Rhône-Alpes (5,9) apparaissent en première ligne. Les habitants de Normandie (4,8) et des Hauts-de-France (4,9) enregistrent moins de changements perçus, mais n'en sont pas moins exposés. En zone urbaine dense, le nombre de changements constatés est plus élevé (5,8 à 6,3) qu'en habitat rural isolé (5,2), reflétant sans doute la plus forte exposition aux îlots de chaleur et à la pollution atmosphérique.

Quant aux **craintes pour l'avenir**, elles se concentrent sur l'intensification des épisodes climatiques extrêmes (47 % la citent parmi les trois conséquences les plus redoutées), la diminution des ressources en eau potable (46 %), la disparition d'espèces et la perte de biodiversité (34 %) et la fonte des glaciers (30 %).

Une préoccupation ici et maintenant

64 % des Français se disent inquiets des conséquences du changement climatique sur leur qualité de vie, dont 15 % « très inquiets ». Ce chiffre est en recul par rapport à 2021 (72 %) et 2023 (70 %), mais cette évolution ne traduit pas un désintérêt : elle marque plutôt le passage d'une inquiétude abstraite et généralisée à un vécu concret, plus différencié selon les situations personnelles.

Car l'inquiétude ne porte plus seulement sur les générations futures. Parmi les personnes inquiètes, 88 % le sont pour l'avenir de leurs enfants ou petits-enfants, 87 % pour leurs proches, mais aussi 83 % pour elles-mêmes. Le changement climatique est désormais **une menace perçue au présent**. Ses conséquences sont tangibles et déjà ressenties : 48 % des Français déclarent qu'il **affecte déjà leur pouvoir d'achat** (coût des assurances, de l'énergie, des denrées alimentaires), 42 % leur **santé mentale** (stress, troubles du sommeil, moral) et 37 % leur **santé physique** (problèmes respiratoires, allergies, accès à une alimentation équilibrée).

L'inquiétude est plus intense chez les plus jeunes (20 % des 18-24 ans se disent « très inquiets ») et les foyers modestes (21 %). Et cette inquiétude nourrit aussi des envies d'ailleurs : parmi les personnes inquiètes, **35 % envisagent de déménager en raison des risques climatiques**, un chiffre particulièrement élevé en Île-de-France (52 %).

Climat et santé : le lien est désormais clairement établi

Parallèlement, **69 % des Français se déclarent préoccupés par leur santé** (dont 17 % « très préoccupés »). Cette préoccupation est plus marquée chez les jeunes (23 % des 18-24 ans), les foyers les plus modestes (22 %) et les personnes ne s'en sortant pas financièrement (31 %).

Parmi les facteurs jugés les plus déterminants pour la santé, les comportements individuels arrivent en tête (55 %), devant l'accès aux soins (39 %) et l'environnement (31 %). Mais lorsque l'on croise l'importance accordée aux facteurs et l'évaluation de la situation personnelle sur chacun d'eux, **l'environnement et les conditions socio-économiques apparaissent comme des facteurs à la fois importants et mal évalués**, révélant des attentes importantes sur ces aspects.

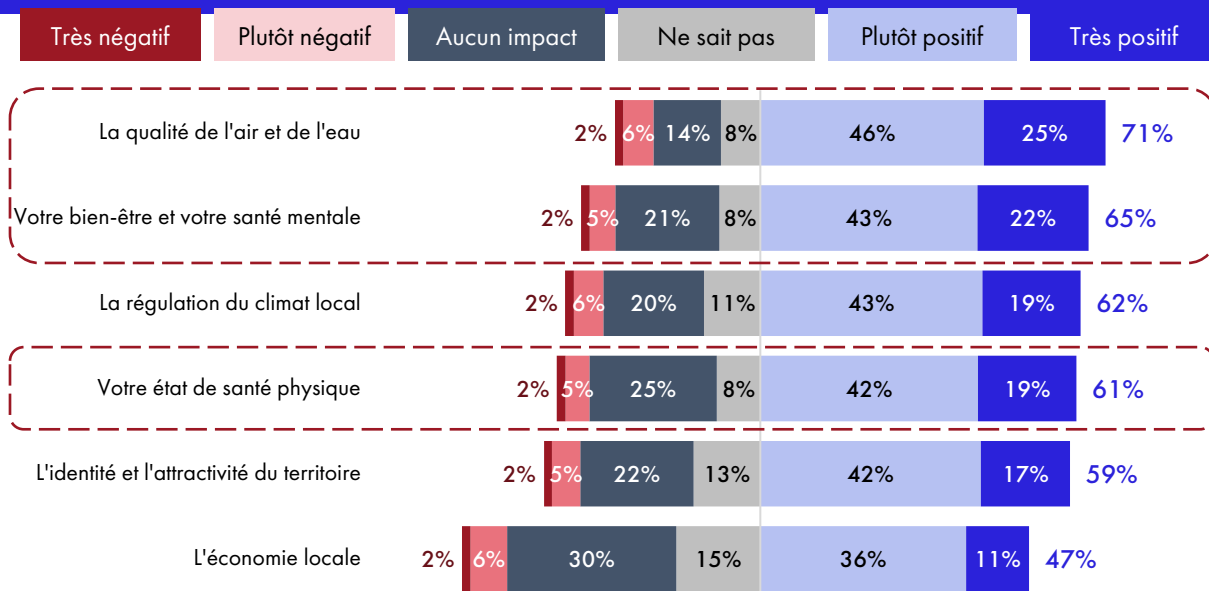
De fait, le lien entre santé et environnement est désormais clairement établi dans l'esprit des Français. Interrogés sur l'impact d'une douzaine de désordres environnementaux sur la santé humaine, **6 d'entre eux sont jugés comme entraînant des conséquences importantes par plus des ¾ des Français**. La pollution de l'eau et de l'air (80 % chacune), l'exposition aux pesticides (78 %), la perte des espaces verts (78 %) et la pollution des sols (76 %) arrivent ainsi en tête. Parmi les conséquences possibles, les maladies respiratoires (82 %), les allergies (79 %) et les cancers (75 %) sont les pathologies les plus fréquemment associées à la dégradation de l'environnement.

En lien les problématiques environnementales mentionnées ci-dessus, **60 % des Français se disent préoccupés par la dégradation de la biodiversité** là où ils vivent (65 % en Île-de-France), avec une préoccupation plus forte chez les jeunes (66 % des 18-24 ans), les Parisiens (78 %), les diplômés et les CSP+. **Les bénéfices perçus de la préservation de la biodiversité sont très concrets** : qualité de l'air et de l'eau (71 %), bien-être et santé

mentale (65 %), régulation du climat local (62 %). Le climat n'est plus un enjeu séparé de la santé : ils forment désormais un seul et même sujet dans l'esprit des Français.

Selon vous, la préservation de la nature et de la biodiversité locales a-t-elle un impact sur...

Base totale, n = 4000



Source : L'ObSoCo / ADEME, Grand Paris Aménagement, RTE – Observatoire des usages et représentations des territoires, vague 5 - 2025

Les fractures : de fortes inégalités face au risque climatique

Un cadre de vie déjà sous tension

Les effets du changement climatique sur la qualité de vie s'inscrivent dans un contexte où, pour certains Français, le cadre de vie est déjà source d'insatisfaction. L'évaluation des différentes dimensions de leur cadre de vie par les Français donne une note moyenne de **5,8 sur 10**, et **60 % des Français évaluent négativement leur cadre de vie**. Les dimensions les mieux notées — la facilité de déplacement en voiture (6,5), la sécurité (6,3), le calme (6,2) ou la proximité d'espaces verts (6,3) — coexistent avec des points noirs : l'animation du quartier (4,7), la beauté architecturale (5,0), l'accès aux équipements culturels (5,2) ou aux transports en commun (5,0). Sur ces dernières dimensions, ce sont plus de 4 Français sur 10 qui se déclarent particulièrement insatisfaits de leur cadre de vie.

L'écart de satisfaction selon le niveau de vie est considérable : la note moyenne atteint 6,3 chez les foyers les plus aisés, mais tombe à 5,0 chez les plus modestes. La dimension territoriale redouble cette fracture : les urbains aisés évaluent leur cadre de vie à 6,2, les urbains modestes à 5,2 ; les ruraux aisés à 6,2, les ruraux modestes à 5,1. L'accès à la nature ou aux espaces verts est profondément inégal : 68 % des ruraux aisés jugent positivement cet aspect de leur cadre de vie, contre seulement 30 % des urbains modestes.

Et cette insatisfaction nourrit un **désir de désescalade urbaine**. Si 22% des Français déclarent qu'ils aimeraient beaucoup déménager et aller vivre ailleurs (un chiffre stable par rapport aux vagues précédentes de l'Observatoire), ce souhait est nettement plus marqué chez les habitants des grandes villes (27%) ou des grands pôles urbains (30%) qu'au sein des communes rurales (12%) ou même des couronnes périurbaines (17%). Car le lieu de vie idéal ne s'incarne pas forcément dans l'habitat isolé à la campagne, mais plutôt dans les villages

ou les villes à taille humaine à proximité des grandes villes (26%) ou encore dans les villes de taille moyenne (22%).

Le lieu de vie idéal se révèle très corrélé à la densité de son lieu de vie actuel. Ceux qui perçoivent leur territoire comme « trop dense » et qui aimeraient vivre ailleurs se projettent dans la ville moyenne ; les habitants des périphéries des grandes villes rêvent de petites villes ou de villages.

Un test visuel de sept types de cadre de vie confirme cette tendance. Invités à choisir celui où ils préféreraient vivre, les Français plébiscitent l'habitat **pavillonnaire (71 %) et les maisons à la campagne (59 %)**, loin devant les quartiers mixant logements individuels et collectifs (29 %) ou ceux offrant des petits collectifs (19 %). Les formes urbaines denses restent marginales : centre ancien (10 %), collectif en hauteur (6 %), collectif R+3 (6 %). **Cette hiérarchie varie davantage selon le territoire de résidence actuel et l'âge que selon le niveau de vie** — les Franciliens sont plus ouverts au centre ancien (18 %) et au collectif, les 18-24 ans plus attirés par le petit collectif —, mais l'aspiration à l'espace et au végétal traverse l'ensemble de la société. Les réponses aux questions ouvertes confirment cette lecture : on choisit la grande ville pour la proximité des services, la périphérie pour le compromis calme/accessibilité, et la campagne pour la nature et l'espace.

Si vous deviez habiter un des quartiers représentés ici, lequel choisiriez - vous ?

Base totale, n = 4000 – « En premier » / « En deuxième »



Source : L'ObSoCo / ADEME, Grand Paris Aménagement, RTE – Observatoire des usages et représentations des territoires, vague 5 - 2025

Ces résultats posent une tension directe avec les objectifs de limitation de l'artificialisation des sols : le cadre de vie désiré par les Français est aussi celui qui consomme le plus d'espace. Cette contradiction est d'autant plus frappante que la limitation de l'artificialisation recueille, comme on le verra, une adhésion de 72 à 80 % selon les formulations. Signe que les Français sont capables de soutenir des mesures qui contraignent leur idéal résidentiel, à condition d'en percevoir le sens et l'équité.

Le logement : refuge face au changement climatique...ou piège ?

Face aux aléas climatiques, le logement est devenu le premier espace de repli. Ainsi, **55 % des Français déclarent rester chez eux en période de canicule** car ils s'y sentent mieux qu'ailleurs. Mais ce refuge est inégalement protecteur : près de **trois logements sur dix (28 %)** ne protègent pas correctement des fortes chaleurs.

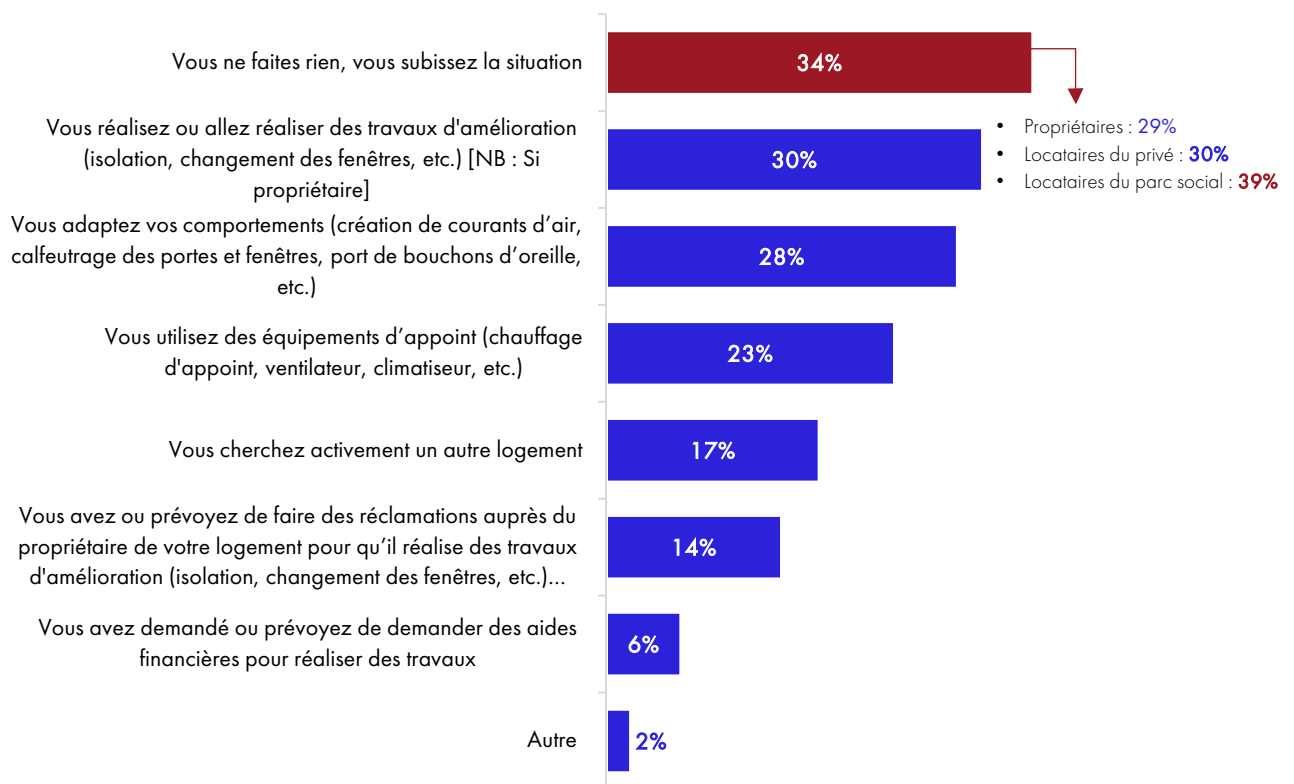
Plus largement, **38 % des Français se déclarent insatisfaits de la qualité technique de leur logement** (isolation, qualité des matériaux, vétusté), un chiffre en hausse de 4 points par rapport à 2023. Les deux principaux griefs sont la mauvaise isolation thermique (citée par 66 % des insatisfaits, soit 25 % de l'ensemble de la population, +3 pts/2023) et la mauvaise insonorisation (53 % des insatisfaits).

Au total, **26 % des Français estiment leur logement inadapté à leurs besoins**, un chiffre en progression de 5 points par rapport à 2023. La qualité technique et la taille du logement sont les deux facteurs qui creusent le plus l'écart entre un logement perçu comme adapté et un logement jugé inadapté.

Face aux problèmes de qualité technique, les réactions sont très contrastées. Parmi les personnes concernées, 30 % réalisent ou prévoient des travaux d'amélioration, 28 % adaptent leurs comportements, 23 % utilisent des équipements d'appoint. Mais **un Français sur trois (34 %) subit la situation sans pouvoir agir** — un chiffre qui atteint 36 % chez exposées à une forte contrainte budgétaire et 39 % dans le parc social.

Que faites-vous concrètement pour limiter ces problèmes de qualité technique de votre logement ?

Base : répondants estimant leur logement de mauvaise qualité, n = 1 473 - (Plusieurs réponses possibles)



Source : L'ObSoCo / ADEME, Grand Paris Aménagement, RTE – Observatoire des usages et représentations des territoires, vague 5 - 2025

La double peine des plus modestes

De fait, cette vulnérabilité du logement frappe d'abord les plus précaires. Parmi les personnes déclarant ne pas s'en sortir financièrement, **56 % jugent leur logement inadapté, pour 13 % de ceux qui vivent confortablement**. Chez les urbains modestes, ce taux atteint 46 %, pour 9 % chez les ruraux aisés. Le logement, censé protéger, devient un facteur de vulnérabilité supplémentaire.

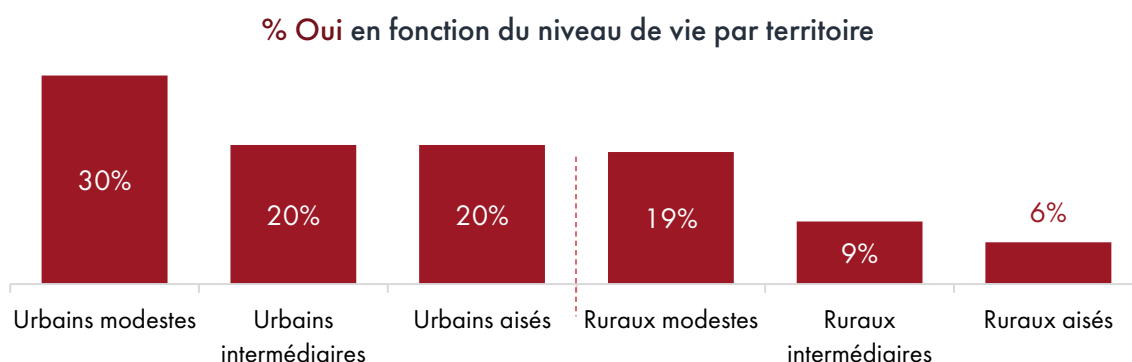
Outre le logement, le cadre de vie pèse aussi deux fois plus sur la santé des plus modestes. **63 % des personnes très contraintes financièrement estiment que leur environnement a un impact négatif sur leur santé**, contre

26 % de ceux qui vivent confortablement. La dimension territoriale amplifie encore l'écart : 58 % des urbains modestes partagent ce constat, contre 22 % des ruraux aisés. Par ailleurs, 34 % des personnes en grande difficulté financière ont déjà renoncé à des activités en extérieur à cause de la mauvaise qualité de l'air dans leur commune (contre 16 % des personnes vivant confortablement).

Et lors des épisodes de canicule, **23 % des personnes les plus contraintes financièrement déclarent ne se sentir bien nulle part** — ni chez elles, ni à l'extérieur —, contre 6 % des plus aisés. Chez les urbains modestes, ce taux atteint 18 %, pour 5 % chez les ruraux aisés. Cette vulnérabilité se double d'une impuissance à agir : **44 % des personnes très contraintes souhaiteraient déménager pour des raisons liées au climat mais n'en ont pas les moyens**, contre 11 % des plus aisés. Ceux qui subissent le plus les effets du changement climatique sont précisément ceux qui disposent le moins de ressources pour s'y adapter. Le changement climatique n'est plus seulement un enjeu environnemental : il est devenu un **facteur de tri social et territorial**.

Avez-vous déjà renoncé à des activités en extérieur à cause d'une mauvaise qualité de l'air dans votre commune ?

Base totale, n=4000



Source : L'ObSoCo / ADEME, Grand Paris Aménagement, RTE – Observatoire des usages et représentations des territoires, vague 5 - 2025

Un territoire perçu comme mal préparé

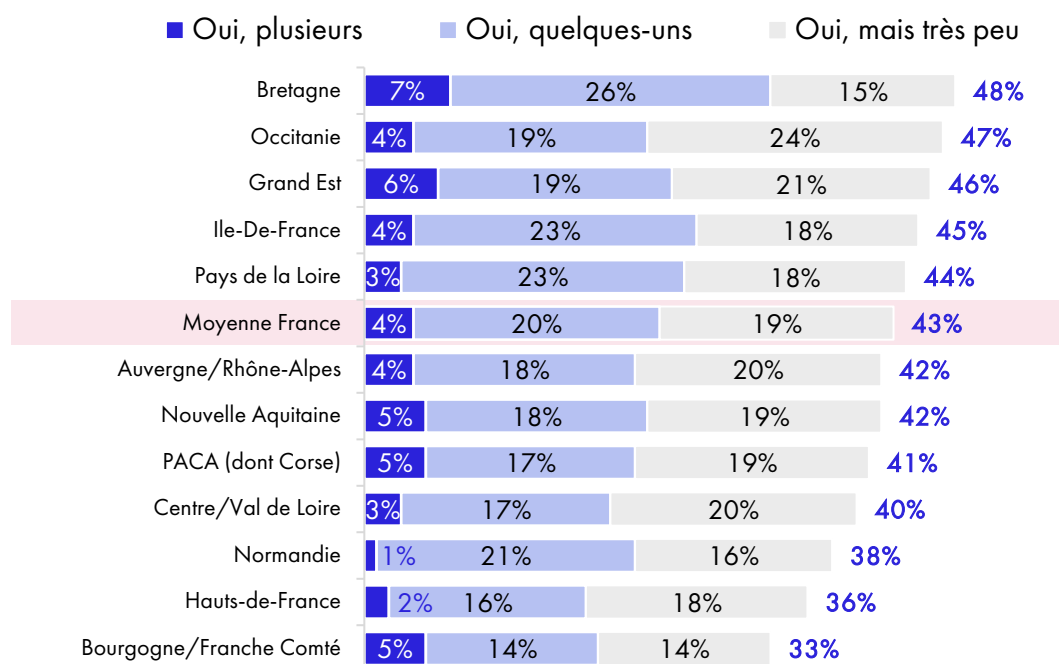
55 % des Français estiment que leur territoire est peu ou pas adapté pour faire face au changement climatique (score moyen d'adaptation : -0,2 sur une échelle de -5 à +5). Les risques perçus comme les moins bien anticipés sont les tempêtes (37 % seulement considèrent leur territoire adapté), la perte de biodiversité (38 %), la pollution de l'air et le manque d'eau (40 %), les sécheresses et inondations (41 %), et les canicules (42 %). L'Île-de-France est globalement perçue comme mieux adaptée que la moyenne, à l'exception notable de Paris intra-muros.

Ce constat s'accompagne d'un **fort sentiment d'inaction**. Interrogés sur les acteurs qui agissent le plus pour le climat, 32 % des Français répondent « personne ». Les collectifs citoyens et les associations sont perçus comme les acteurs les plus efficaces (18 %), devant l'État (15 %), l'Europe (12 %) et les communes (10 %). Les entreprises arrivent en dernière position (5 %). Ce jugement est plus sévère chez les personnes les plus modestes et les moins diplômées, tandis que la valorisation de l'action citoyenne est plus forte chez les jeunes et les diplômés du supérieur.

Ce sentiment d'inaction trouve peut-être son origine dans la **méconnaissance des mesures d'aménagement mises en œuvre** sur leur territoire. Si une majorité de Français se montre favorable, voire très favorable, à de nombreuses mesures visant à atténuer les effets du changement climatique (notamment celles relatives aux forêts urbaines, à la désimperméabilisation des sols ou à la végétalisation des bâtiments), seuls 43% disent avoir connaissance de tels aménagement au sein de leur commune ou de leur région.

Dans votre commune ou votre région, avez-vous connaissance de tels aménagements ?

Base totale, n=4000



Source : L'ObSoCo / ADEME, Grand Paris Aménagement, RTE – Observatoire des usages et représentations des territoires, vague 5 - 2025

L'ouverture : une société bien moins bloquée qu'on ne le dit

Une large disposition au changement

72 % des Français se disent prêts à accepter des contraintes personnelles si elles contribuent à lutter contre le changement climatique (73 %) ou à améliorer la santé et la qualité de vie (71 %). L'absence d'écart significatif entre les réponses selon les deux formulations suggère à nouveau un lien clairement établi entre santé et environnement.

Parallèlement, 52 % des Français estiment qu'une modification radicale ou importante des modes de vie est nécessaire pour limiter leur impact sur l'environnement et le climat (49 % avec l'argument santé). Cette radicalité est davantage portée par les plus jeunes, les urbains et les personnes diplômées. Point notable : l'argument écologique convainc davantage les personnes les plus contraintes financièrement que l'argument santé.

Enfin, **79 % des Français se déclarent intéressés par des initiatives locales** concrètes en faveur de l'environnement et du climat (78 % avec l'argument santé) : 10 % le font déjà, 17 à 19 % participeraient activement, et 50 à 51 % pourraient être intéressés. Le potentiel de mobilisation est considérable.

L'acceptabilité des mesures en faveur du climat

L'enquête a testé l'adhésion à **huit mesures concrètes d'atténuation** des effets du changement climatique, en recourant à une division de l'échantillon en trois sous-échantillons appariés. L'objectif de ce dispositif était de tester **l'influence de l'argument santé** sur l'adhésion aux mesures proposées. Un premier sous-échantillon a été exposé aux mesures formulées sous l'angle climatique, un deuxième sous l'angle santé/qualité de vie, et un troisième a bénéficié d'arguments santé explicites associés à chaque mesure.

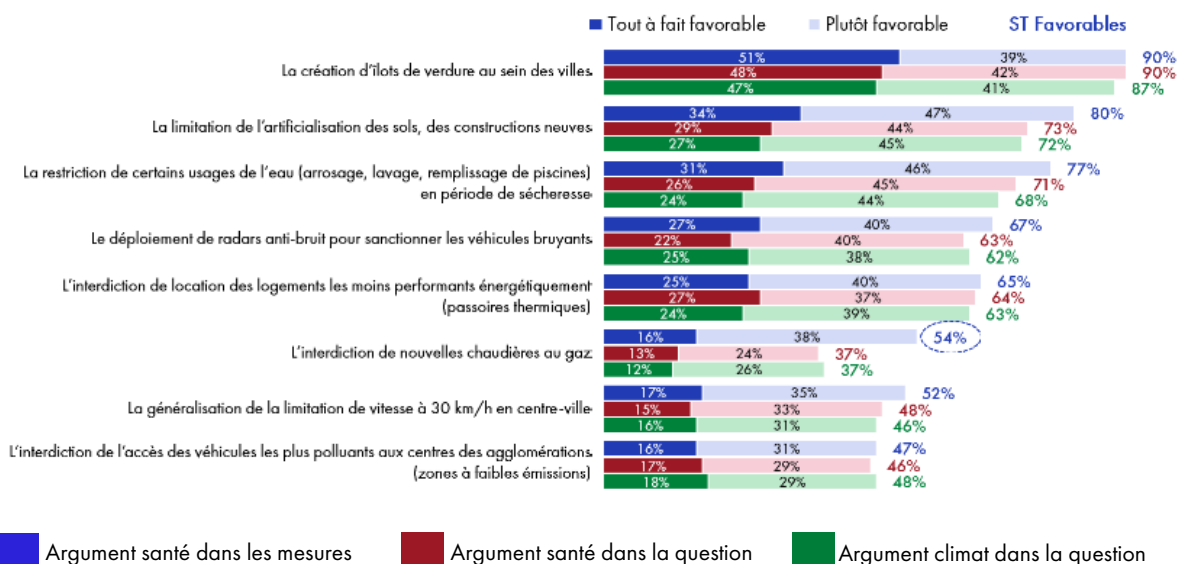
Certaines d'entre elles recueillent une adhésion massive, d'autres divisent.

Les mesures recueillant **les plus forts taux d'adhésion** concernent notamment **l'économie des ressources** : la limitation de l'artificialisation des sols et des constructions neuves (72 à 80 % selon la formulation), la restriction de certains usages de l'eau en période de sécheresse (68 à 77 %) ou l'interdiction de location des passoires thermiques (63 à 65 %). Le déploiement de radars anti-bruit recueille quant à lui entre 62 et 67 % d'opinions favorables.

Les **mesures plus clivantes** sont en revanche celles qui ont un impact plus immédiat et concret sur le **quotidien** : l'interdiction des nouvelles chaudières à gaz (37 à 54 % d'adhésion), la généralisation du 30 km/h en centre-ville (46 à 52 %) et l'interdiction de l'accès des véhicules polluants aux centres des agglomérations – ZFE (46 à 48 %).

Seriez-vous favorable à la mise en place des mesures suivantes [? / afin de réduire l'impact de nos modes de vie sur la santé et la qualité de vie ? / afin de réduire l'impact de nos modes de vie sur l'environnement et le changement climatique ?]

Base totale, n=4000



Source : L'ObSoCo / ADEME, Grand Paris Aménagement, RTE – Observatoire des usages et représentations des territoires, vague 5 - 2025

L'enseignement majeur du dispositif en trois sous-échantillons est que **l'ajout d'un argument santé explicite dans la présentation des mesures peut considérablement en renforcer l'acceptabilité**. L'effet est spectaculaire pour l'interdiction des chaudières à gaz (+17 points d'adhésion lorsqu'on associe la mesure à la réduction des polluants de l'air nocifs pour la santé), notable pour la limitation de l'artificialisation (+8 points) ou pour la limitation de vitesse à 30km/h en centre-ville (+6 points) et plus modeste concernant l'interdiction de location des passoires thermiques (+ 2 points). L'argument santé apparaît ainsi comme un pont possible vers les publics moins convaincus par le seul argument climatique.

Ce que les Français refusent, ce ne sont donc pas les efforts en tant que tels, mais **l'injustice, l'inefficacité perçue et les injonctions déconnectées du vécu quotidien**. Les mesures perçues comme utiles, équitables et bénéfiques pour le cadre de vie recueillent une large adhésion ; celles perçues comme punitives ou déconnectées du réel divisent.

Les conditions de l'adhésion : équité, efficacité et preuve

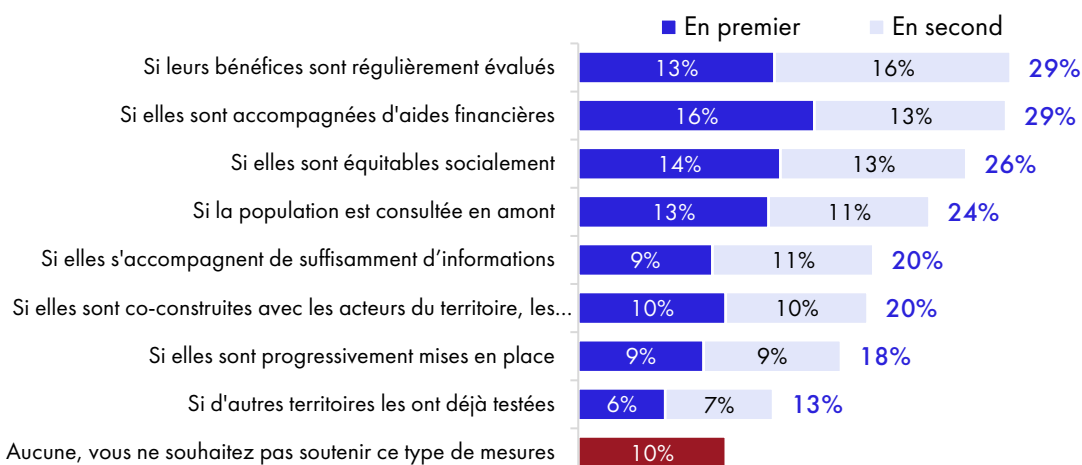
Ainsi, interrogés sur ce qui pourrait les convaincre du bien-fondé de ces mesures, les Français placent en tête la **preuve de leur efficacité environnementale (44 %)**, puis **l'amélioration du cadre de vie (38 %)** et la démonstration de leurs **bénéfices pour la santé (37 %)**. Les économies financières arrivent en quatrième position (24 %), devant le succès observé sur d'autres territoires (14 %) et les recommandations d'experts (10 %). À noter que 8 % déclarent que rien ne pourrait les convaincre.

Quant aux conditions de soutien, trois exigences arrivent en tête : **l'évaluation régulière des bénéfices (29 %)**, **l'accompagnement par des aides financières (29 %)** et **l'équité sociale des mesures (26 %)**. Viennent ensuite la consultation de la population en amont (24 %), la co-construction avec les acteurs du territoire (20 %) et la progressivité de leur mise en place (18 %). Ces conditions sont remarquablement stables quel que soit le niveau de vie — signe que l'exigence de justice sociale traverse l'ensemble de la société, des urbains modestes aux ruraux aisés.

Les bénéfices concrets attendus de ces mesures sont d'abord les économies d'énergie (38 %), la diminution de l'impact des fortes chaleurs (32 %), la réduction des risques de développer des maladies (30 %) et l'embellissement du cadre de vie (25 %). **La santé figure ainsi dans le trio de tête des bénéfices espérés, confirmant la jonction climat-santé déjà observée.**

Dans quelles conditions seriez-vous le plus disposé(e) à soutenir ces mesures là où vous vivez ?

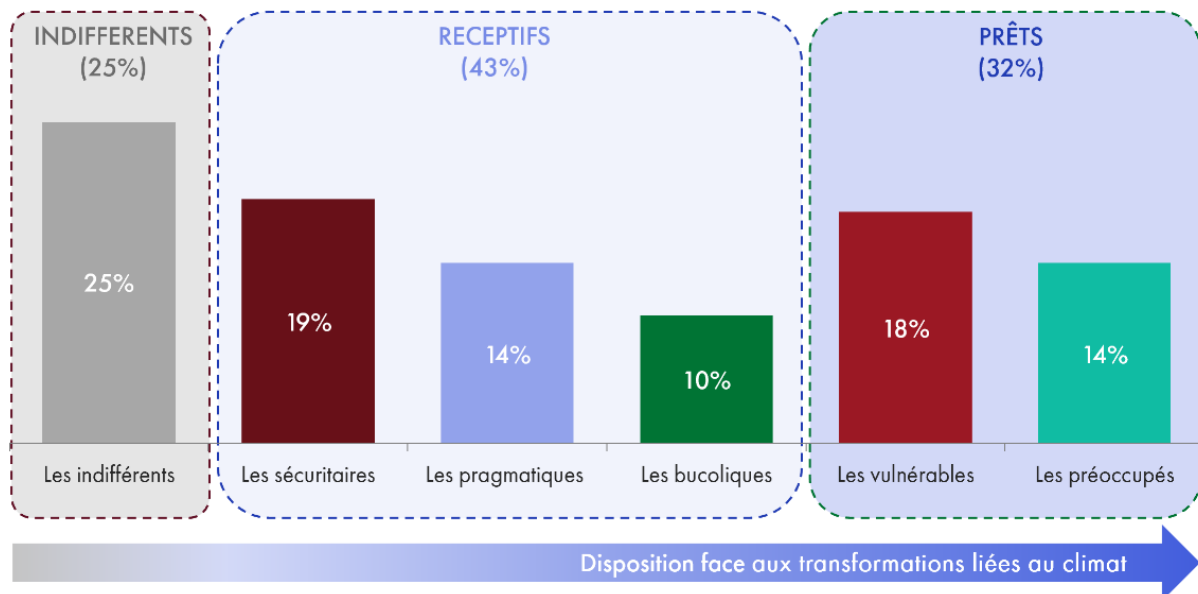
Base totale, n=4000



Source : L'ObSoCo / ADEME, Grand Paris Aménagement, RTE – Observatoire des usages et représentations des territoires, vague 5 - 2025

Six portraits de Français face au climat

Une analyse typologique a été réalisée et identifie six groupes de Français, qui les positionne selon leur niveau d'inquiétude climatique, leur satisfaction à l'égard de leur cadre de vie, leur confort financier et leur disposition au changement. Ces six groupes se répartissent en **trois grandes postures face au changement climatique** : 32 % de Français "prêts" à s'engager dans des transformations significatives, 43 % de "réceptifs" ouverts au changement selon les conditions proposées, et 25 % d'"indifférents". Soit trois Français sur quatre disposés à avancer.



L'indifférence (25%)

Les *Indifférents* regroupent 25 % de la population. Leur profil se caractérise par une sur-représentation des habitants des centres urbains denses et des grandes métropoles, aux revenus plutôt élevés. Peu préoccupés par l'environnement et la santé, ils se disent satisfaits de leur cadre de vie et peu inquiets face au changement climatique. Ils n'ont pas observé de transformations dans leur territoire et sont en retrait sur l'ensemble des mesures de changement proposées, notamment celles impliquant des contraintes. Leur profil peut se résumer à un « laissez-nous tranquilles ».

L'ouverture (43%)

Trois groupes ont une posture d'ouverture à l'égard des initiatives à adopter face au changement climatique, mais ils se distinguent sur les leviers à activer pour renforcer leur adhésion.

Les *Sécuritaires* (19%) présentent des profils variés. Ils sont plutôt urbains aisés, leur idéal de vie se concentre sur la sécurité, le calme et la proximité des professionnels de santé. Ils sont, avec les *Indifférents*, le groupe qui observe le moins de transformations liées au changement climatique sur leur territoire. Cependant, leur préoccupation environnementale est dans la moyenne, et ils se montrent ouverts à certaines mesures en faveur du climat selon la nature des contraintes proposées. Satisfaits de leur cadre de vie et surtout de leur logement, ils disposent d'une bonne capacité d'adaptation. Ils sont le groupe le moins sensible aux arguments santé des mesures d'atténuation. A l'inverse, ils se montrent davantage disposés à adhérer aux mesures présentées lorsqu'elles mettent en avant la question de l'environnement et du climat.

Les **Pragmatiques** (14% de la population) sont des urbains de villes moyennes et de centres métropolitains, aux revenus intermédiaires ou modestes. Leur priorité va à la proximité des services, commerces, écoles et transports accessibles à pied. Leur logement est souvent inadapté, et ils aspirent à une ville plus fonctionnelle et pacifiée, sans forcément rechercher la nature. Ils sont ouverts à des changements concrets si ceux-ci améliorent leur quotidien. En lien avec leurs aspirations, ils se montrent notamment plus enclins à adhérer aux mesures liées à la mobilité et au logement (interdiction d'accès aux centres-villes pour les véhicules les plus polluants et généralisation du 30 km/h, installation de radars anti-bruit, interdiction de location des passoires thermiques) quand celles-ci leur sont présentées avec des arguments en faveur de la santé.

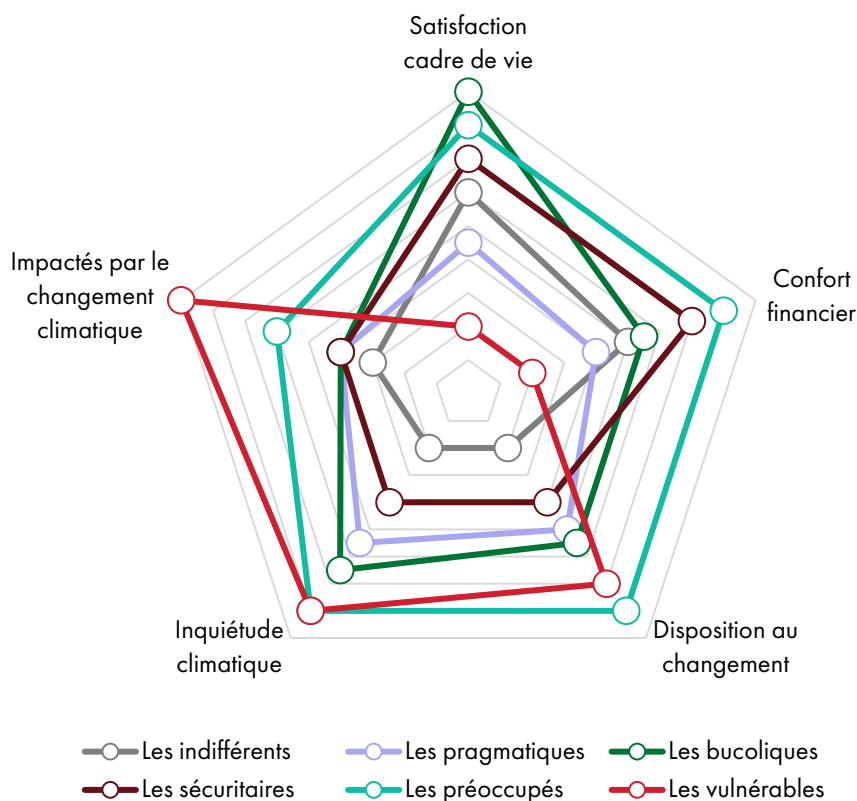
Les **Bucoliques** (10%) sont majoritairement des retraités, propriétaires de maisons en milieu rural avec jardins et espaces extérieurs. Très sensibles à la nature et à la biodiversité, ils vivent déjà dans leur cadre idéal : isolé, calme, proche des grands espaces naturels. Inquiet de la dégradation du climat et de la biodiversité mais peu exposés personnellement, ils sont, avec les **Préoccupés**, le groupe le plus convaincu du rôle de l'aménagement du territoire dans la protection face aux effets du changement climatique. Mais ils sont aussi ceux qui ont le moins connaissance de tels aménagements sur leur territoire. S'ils se disent prêts à accepter certaines contraintes personnelles pour contribuer à lutter contre le changement climatique ou pour améliorer la santé et la qualité de vie sur leur territoire, leur disposition se révèle justement limitée aux mesures en lien avec l'aménagement du territoire (limitation de l'artificialisation des sols, création d'îlots de fraîcheur). Et s'ils sont enclins à accepter des restrictions de certains usages de l'eau, ils se montrent en revanche plus rétifs concernant les mesures liées à la mobilité ou aux logements. Parmi les éléments les plus à même de les convaincre du bien-fondé de ces mesures, la preuve de leur efficacité environnementale arrive très largement en tête (56%, pour 43% en moyenne.).

L'inquiétude (32%)

Les Français témoignant d'une forte inquiétude à l'égard des effets du changement climatique se divisent en deux groupes qui s'opposent tant sur le niveau de vie que sur le type de territoire habité et l'évaluation de leur cadre de vie. Ils se rejoignent en revanche sur la conviction qu'il est impératif de changer nos modes de vie pour limiter leurs impacts sur le climat, dont ils perçoivent les changements avec le plus d'acuité.

Les **Vulnérables** (18 %) représentent le cœur de la fracture climatique. Population précaire (bas revenus, familles monoparentales, locataires du parc social), vivant dans des territoires défavorisés avec des logements sur-occupés et inadaptés, notamment aux fortes chaleurs, ils sont très inquiets pour le climat, leur santé et perçoivent leur cadre de vie comme dégradé. C'est le groupe qui juge le plus négativement l'impact de leur cadre de vie sur différents aspects de leur santé : stress, fatigue, humeur et joie de vivre notamment. 34% d'entre eux ont déjà renoncé à des activités en extérieur en raison d'une mauvaise qualité de l'air dans leur commune. Leur aspiration à vivre ailleurs est forte, mais les contraintes financières pour y accéder sont majeures. Ils souhaitent des changements radicaux mais doutent de leur capacité à supporter les contraintes associées.

Les **Préoccupés** (14 %) sont des propriétaires installés en périurbain, dans des maisons avec jardin. Ils apprécient leur cadre de vie qu'ils estiment équilibré mais manifestent une forte inquiétude climatique et environnementale. Une inquiétude qu'ils relient directement à la santé : ils sont le groupe qui estime le plus souvent que les problèmes environnementaux entraînent des conséquences importantes sur la santé. Pour autant, ils sont les plus confiants quant à la capacité de leur territoire à se transformer pour réduire sa vulnérabilité au changement climatique. Disposant de revenus intermédiaires à élevés, ils souhaitent des changements d'ampleur de nos modes de vie et sont disposés à accepter des contraintes et des aménagements du territoire pour l'adapter au changement climatique.



De la question climatique à la question territoriale

Le changement climatique redistribue les conditions de vie sur le territoire français. Il transforme le logement en enjeu de santé publique, la localisation en facteur de vulnérabilité, et la capacité d'adaptation en marqueur d'inégalité.

Les résultats de cette cinquième vague dessinent une société qui a intégré la réalité du dérèglement climatique dans son vécu quotidien. Les Français ne sont ni dans le déni, ni dans la résignation. Ils observent les changements, en subissent les conséquences, et sont massivement disposés à soutenir des transformations — à trois conditions : que les bénéfices soient prouvés, que les mesures soient équitables, et que les aides financières accompagnent l'effort.

La réponse appelle donc des politiques **d'aménagement du territoire, de logement, de santé publique et de justice sociale**. Adapter les bâtiments, garantir l'accès aux espaces de fraîcheur, améliorer la qualité technique des logements, lutter contre l'artificialisation tout en répondant aux aspirations résidentielles, cibler les aides vers les publics les plus vulnérables. Ces chantiers sont la condition pour que la transition écologique ne devienne pas un facteur supplémentaire de ségrégation.

Le débat sur un supposé « retour de bâton » écologique passe à côté de l'essentiel. Les Français ne sont pas devenus indifférents ou climato-sceptiques : ils demandent des politiques qui tiennent compte de leurs conditions de vie réelles. **L'adhésion est là, massive. Ce qui manque, c'est la confiance dans l'équité et l'efficacité des mesures proposées.** Et cette étude montre que l'argument santé, encore trop peu mobilisé par les décideurs publics, constitue un levier puissant pour élargir la base de soutien aux transformations nécessaires.